

27 mars 2020



ANALYSE DE SCÉNARIO : CHOCS DUS À LA PANDÉMIE DE LA COVID-19 ET À LA CHUTE DES PRIX DU PÉTROLE



BUREAU DU DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET
OFFICE OF THE PARLIAMENTARY BUDGET OFFICER

Le directeur parlementaire du budget (DPB) appuie le Parlement en fournissant des analyses économiques et financières dans le but d'améliorer la qualité des débats parlementaires et de promouvoir une plus grande transparence et responsabilité en matière budgétaire.

Le présent rapport propose une analyse de scénario pour aider les parlementaires à évaluer les possibles répercussions économiques et financières de la pandémie de COVID-19 et des développements récents sur le marché du pétrole.

Ce rapport comprend les données disponibles en date du 23 mars 2020. Sauf indication contraire, tous les taux sont annualisés.

Collaborateurs :

Robert Behrend, analyste principal

Étienne Bergeron, analyste

Tessa Devakos, assistante de recherche

Jamie Forsyth, analyste

Jill Giswold, analyste

Kristina Grinshpoon, analyste principale

Raphaël Liberge-Simard, analyste

Sarah MacPhee, analyste

Caroline Nicol, analyste

Tim Scholz, conseiller-analyste

Nigel Wodrich, analyste

Ce rapport a été préparé sous la supervision de :

Chris Matier, directeur général

Trevor Shaw, directeur

Nancy Beauchamp, Carol Faucher, Jocelyne Scrim et Rémy Vanherweghem ont contribué à la préparation du rapport pour publication.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec nous à l'adresse suivante : dpb-pbo@parl.gc.ca.

Yves Giroux

Directeur parlementaire du budget

RP-1920-033-S_f

Table des matières

Résumé	1
1. Hypothèses clés	4
2. Scénario économique	6
3. Scénario financier	9
Annexe A: Scénario économique détaillé	12
Annexe B: Scénario financier détaillé	13
Annexe C: Comparaison des perspectives du novembre 2019	14
Notes	15

Résumé

Les perspectives économiques et financières sont extrêmement incertaines en ce moment. Abstraction faite de cette vive incertitude, le présent rapport propose une analyse de scénario pour aider les parlementaires à évaluer les possibles répercussions économiques et financières de la pandémie de COVID-19 et des développements récents sur le marché du pétrole.

Le scénario à l'étude n'en est qu'un seul parmi les nombreux scénarios possibles. Quand il disposera de plus de données et d'informations, le DPB mettra à jour son analyse, s'il le juge nécessaire. **Nous insistons sur le fait que le présent scénario ne constitue pas une prévision. Il ne montre qu'une des issues possibles à la situation.**

- Le DPB part du principe que les mesures de distanciation sociale (physique) et de confinement prises actuellement en réaction à la COVID-19 demeureront en vigueur pendant près de six mois, soit jusqu'en août.
- Le DPB fait l'hypothèse que les pays membres et partenaires de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ne plafonneront pas la production de pétrole afin d'équilibrer les marchés mondiaux.

Dans cette première analyse de scénario, le DPB se limite à un horizon à court terme exclusivement, c'est-à-dire le profil trimestriel de 2020 et les exercices 2019-2020 et 2020-2021.

Scénario économique

Le DPB a établi un scénario économique en se fondant sur des hypothèses quant aux répercussions économiques de la pandémie de COVID-19 et de l'évolution de la situation sur le marché du pétrole. Ces hypothèses s'appuient sur des événements passés, comme la crise financière mondiale de 2008-2009, et une évaluation désagrégée de l'impact de la pandémie sur des secteurs particuliers de l'économie. Le DPB ne tente toutefois pas d'isoler l'effet de chacun de ces chocs dans le scénario final.

Selon le scénario économique, le PIB réel devrait diminuer de 2,5 % au premier trimestre de 2020, puis de 25 % au deuxième trimestre (taux annualisés dans les deux cas).

- En 2020, la croissance du PIB réel serait de -5,1 %. Il s'agira de la croissance la plus faible jamais enregistrée depuis 1962. La croissance annuelle du PIB réel serait donc inférieure de 6,5 points

de pourcentage à celle qui était prévue dans nos projections de novembre 2019.

La baisse de prix des produits de base freinerait aussi l'inflation du PIB, ce qui se traduirait par une baisse du niveau général des prix dans l'économie.

- La baisse du PIB réel, conjuguée à celle du niveau de prix du PIB, entraînera une diminution du niveau du PIB nominal — mesure la plus large de l'assiette fiscale du gouvernement — de 218 milliards de dollars en 2020 par rapport à la projection présentée en novembre 2019.
- Le taux de chômage, dans ce scénario, devrait augmenter à 15 % au troisième trimestre.

Scénario financier

Le DPB s'est servi du scénario économique pour générer le modèle de projection du scénario financier. Dans certains cas, des ajustements ont été appliqués pour mieux saisir les répercussions financières du ralentissement économique sur certains éléments des revenus et des dépenses.

Les résultats budgétaires tiennent compte des mesures fédérales de soutien directes totalisant 28,5 milliards de dollars annoncées le 11 mars et le 18 mars. La valeur de ces mesures se fonde sur les estimations de Finances Canada, et l'on suppose que les sommes maximales seront entièrement dépensées en 2020-2021.

Le DPB présentera une évaluation indépendante du coût des principales mesures d'aide dans de futurs rapports. Les mesures budgétaires additionnelles annoncées après le 23 mars ne sont pas comprises dans le présent scénario — les mesures annoncées mais non chiffrées du projet de loi C-13, en particulier.

- Selon le scénario économique, le déficit budgétaire atteindra 26,7 milliards de dollars en 2019-2020, puis 112,7 milliards de dollars en 2020-2021.
- Par rapport à la taille de l'économie canadienne, le déficit atteindra 1,2 % du PIB en 2019-2020 et 5,2 % du PIB en 2020-2021.

Pour remettre en perspective ce déficit budgétaire, rappelons que la dernière fois qu'il a atteint près de 5,2 % du PIB, c'était en 1993-1994. En 2019-2020, le déficit sera supérieur de 5,5 milliards de dollars à la projection présentée en novembre 2019, et en 2020-2021, il sera supérieur de 89,5 milliards de dollars.

- L'augmentation du déficit budgétaire et la diminution du PIB nominal ramèneront le ratio de la dette fédérale au PIB à 38,1 % en

2020-2021, soit 7,5 points de pourcentage de plus que la projection de novembre.

- La dernière fois que le ratio de la dette fédérale au PIB a atteint plus de 38,1 %, c'était en 2003-2004. Il demeure toutefois bien en deçà du sommet de 66,6 % atteint en 1995-1996 (depuis 1966-1967).

Même si des mesures supplémentaires seront nécessaires pour soutenir l'économie dans les prochains mois, notons que le gouvernement affichait un bilan sain avant ces chocs.

Cependant, même après l'ajout de mesures de soutien supplémentaires, de nouvelles *mesures de relance* budgétaires pourraient être nécessaires pour que l'économie redémarre, surtout si le comportement des consommateurs et des entreprises ne revient pas à la « normale » rapidement.

Étant donné que les taux offerts sur le marché du crédit sont historiquement bas et compte tenu de l'expérience du passé, tout laisse croire que le gouvernement pourrait contracter d'autres emprunts importants s'il le fallait.

1. Hypothèses clés

Les perspectives économiques et financières sont extrêmement incertaines en ce moment. Abstraction faite de cette vive incertitude, le présent rapport propose une analyse de scénario pour aider les parlementaires à évaluer les possibles répercussions économiques et financières de la pandémie de COVID-19 et des développements récents sur le marché du pétrole.

Le scénario à l'étude n'en est qu'un seul parmi les nombreux scénarios possibles. Quand il disposera de plus de données et d'informations, le DPB mettra à jour son analyse, s'il le juge nécessaire. **Nous insistons sur le fait que le présent scénario ne constitue pas une prévision. Il ne montre qu'une des issues possibles à la situation.**

Dans cette première analyse de scénario, le DPB se limite à un horizon à court terme exclusivement, c'est-à-dire le profil trimestriel de 2020 et les exercices 2019-2020 et 2020-2021.

Dans ce scénario, le DPB part du principe que les mesures de distanciation sociale et de confinement prises actuellement en réaction à la COVID-19 demeureront en vigueur pendant près de six mois, soit jusqu'à la fin août¹. Il suppose aussi que les mesures actuellement en vigueur dans tous les autres pays le demeureront et qu'elles suffiront à « aplatir » ou à « lisser » la courbe épidémique de la COVID-19. Bien entendu, compte tenu de la forte incertitude entourant la pandémie et des répercussions des mesures requises pour la contenir, il ne s'agit là que de pures conjectures.

Bien que le ralentissement de l'activité économique mondiale exerce des pressions à la baisse sur les prix des produits de base d'une manière générale, l'évolution de la situation sur le marché du pétrole a entraîné des chutes presque records des cours du pétrole brut². À l'instar de l'Energy Information Administration (EIA) des États-Unis, le DPB suppose que les pays membres et partenaires de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ne plafonneront pas la production de pétrole afin d'équilibrer les marchés mondiaux³.

Le DPB émet des hypothèses sur les répercussions économiques de la pandémie de la COVID-19 et sur l'évolution de la situation sur le marché du pétrole en s'appuyant sur des événements passés, comme la crise financière mondiale de 2008-2009, et une évaluation désagrégée de l'impact de la pandémie sur des secteurs particuliers de l'économie. Il ne tente toutefois pas de déterminer la part de chacun de ces chocs dans ses hypothèses⁴.

Enfin, le DPB tient compte des mesures d'aide financière mises en place par les gouvernements fédéral et provinciaux⁵. Nous supposons que la Banque

du Canada abaissera de nouveau son taux directeur de 50 points de base, à 0,25 %, avant son annonce sur le taux d'intérêt prévue pour le 15 avril, et qu'elle le maintiendra à ce niveau pour le reste de 2020. Nous faisons aussi l'hypothèse que les mesures actuelles et futures sur la politique monétaire et financière empêcheront la multiplication des faillites personnelles et commerciales⁶. Les mesures budgétaires annoncées après le 23 mars ne sont pas incluses dans le présent scénario.

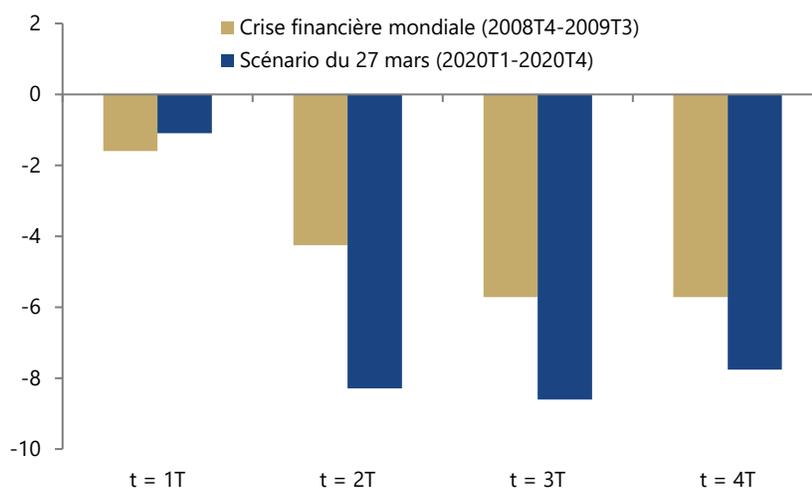
Toutefois, compte tenu de la nature de la réaction à la pandémie de COVID-19, le DPB estime que les mesures budgétaires annoncées n'arriveront probablement pas à stimuler l'économie comme on pourrait s'y attendre si l'on se fie aux expériences passées et aux simulations de modèles macroéconomiques traditionnels. Il va sans dire que la réaction de l'économie à ces mesures budgétaires est hautement incertaine.

Pour mettre le scénario actuel en perspective, la figure 1-1 présente une comparaison de l'écart en pourcentage entre le niveau du PIB réel du premier au quatrième trimestre de 2020 présenté dans le scénario du DPB et celui présenté dans les Perspectives économiques et financières de novembre 2019⁷, ainsi que les répercussions de la crise financière mondiale sur le niveau du PIB réel du Canada de 2008T4 à 2009T3⁸.

Figure 1-1

Comparaison des répercussions sur le niveau du PIB réel : scénario du DPB et crise financière mondiale

Différence du scénario de référence en pourcentage



Sources : Statistique Canada et directeur parlementaire du budget.

2. Scénario économique

Le tableau 2-1 présente un résumé des principaux indicateurs économiques utilisés dans le scénario économique. Le tableau comprend aussi les indicateurs de la projection de novembre 2019. Cette dernière tient lieu de scénario contrefactuel approximatif, c'est-à-dire de scénario où il n'y aurait pas eu de pandémie de la COVID-19 et où l'OPEP et ses pays partenaires maintiendraient leurs plafonds de production⁹. Le scénario économique est détaillé à l'annexe A.

Tableau 2-1 Scénario économique : indicateurs clés

	2020T1	2020T2	2020T3	2020T4	2020
Croissance du PIB réel (%)*					
Scénario 27 mars	-2,5	-25,0	0,0	5,0	-5,1
PEF novembre 2019	1,8	1,5	1,4	1,2	1,4
	-4,4	-26,5	-1,4	3,8	-6,5
PIB nominal (G\$)**					
Scénario 27 mars	2 323	2 105	2 105	2 135	2 167
PEF novembre 2019	2 357	2 375	2 394	2 413	2 385
	-34	-270	-289	-277	-218
Taux de chômage (%)					
Scénario 27 mars	7,2	14,8	15,0	12,7	12,4
PEF novembre 2019	5,7	5,9	6,0	6,1	5,9
	1,5	8,9	9,0	6,5	6,5
Prix du pétrole WTI (\$ US)					
Scénario 27 mars	45	26	28	31	32
PEF novembre 2019	55	54	55	55	55
	-11	-28	-26	-24	-22
Prix du pétrole WCS (\$ US)					
Scénario 27 mars	28	13	15	15	18
PEF novembre 2019	37	37	37	38	37
	-10	-24	-23	-22	-20

Source : Directeur parlementaire du budget.

Note : * Les taux de croissance du PIB réel sont exprimés d'un trimestre à l'autre en taux annuels.

** Les niveaux du PIB nominal présentés dans les Perspectives économiques et financières de novembre 2019 ont été ajustés pour tenir compte des révisions historiques et des données actuelles de la deuxième moitié de 2019.

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Dans le scénario économique présenté ci-dessus, le PIB réel diminue de 2,5 % au premier trimestre, une baisse qui s'explique principalement par le ralentissement marqué de l'activité économique en mars, après le début de la pandémie de la COVID-19. La diminution présumée de 2,6 % du PIB en mars (taux mensuels) représenterait une baisse record depuis la publication des toutes premières données mensuelles en janvier 1997. Pour remettre les choses dans leur contexte, le PIB mensuel a connu sa pire dégringolade, soit 1,4 % (taux mensuels), en décembre 2008.

On s'attend à ce que l'activité économique chute brutalement de 25 % au deuxième trimestre à la suite de la mise en œuvre des mesures de distanciation sociale et de confinement ainsi que de l'effondrement des prix du pétrole brut et d'autres produits de base. Cette chute serait presque trois fois plus importante que la plus grande diminution jamais enregistrée depuis 1961 (de 8,7 % au premier trimestre de 2009).

L'activité économique devrait se stabiliser au troisième trimestre si les mesures de distanciation sociale et de confinement demeurent en place et si les prix du pétrole demeurent faibles. Le PIB réel devrait quant à lui augmenter de 5 % au quatrième trimestre, avec la reprise progressive de l'activité économique. Notre scénario assume que la croissance du PIB réel ne connaîtrait pas de fort rebond dans la deuxième moitié de l'année.

La relance modérée cadre avec la position du DPB selon laquelle l'économie canadienne se redresse graduellement de chocs importants, comme ce fut le cas lors de la crise financière mondiale et des chocs pétroliers passés. Cependant, même après l'ajout de mesures de soutien supplémentaires, de nouvelles *mesures de relance* budgétaires pourraient être nécessaires pour que l'économie redémarre, surtout si le comportement des consommateurs et des entreprises ne revient pas à la « normale » rapidement.

Pour l'ensemble de l'année, la croissance du PIB réel s'élèvera à -5,1 %, la plus faible jamais enregistrée depuis 1962. Par rapport à la projection présentée en novembre 2019 (rajustée pour la deuxième moitié de 2019), la croissance annuelle du PIB réel sera inférieure de 6,5 points de pourcentage.

La baisse de prix des produits de base freinerait aussi l'inflation du PIB, ce qui se traduirait par une baisse du niveau général des prix dans l'économie pour l'ensemble de l'année (de 0,9 %). La baisse du PIB réel, conjuguée à celle du niveau de prix du PIB, entraînerait une diminution du niveau du PIB nominal — mesure la plus large de l'assiette fiscale du gouvernement — de 218 milliards de dollars en 2020 par rapport à la projection présentée en novembre 2019.

Dans ce scénario, le taux de chômage devrait augmenter à 15 % au troisième trimestre¹⁰. Outre la diminution du taux directeur de la Banque du Canada et d'autres taux d'intérêt à court terme, les taux d'intérêt à long terme et le

dollar canadien devraient rester proches des niveaux actuels tout au long de 2020.

3. Scénario financier

Le DPB s'est servi du scénario économique décrit dans la section précédente pour établir le modèle de projection du scénario financier. Dans certains cas, des ajustements ont été appliqués pour mieux saisir les répercussions financières du ralentissement économique sur certains éléments des revenus et des dépenses.

Les résultats budgétaires présentés ci-dessous tiennent compte des mesures de soutien fédérales directes de 28,5 milliards de dollars annoncé le 11 mars et le 18 mars¹¹. La valeur de ces mesures se fonde sur les estimations de Finances Canada, et l'on suppose que les sommes maximales seront entièrement dépensées en 2020-2021¹². Le DPB présentera une évaluation indépendante du coût de ces principales mesures d'aide dans de futurs rapports. Les mesures budgétaires additionnelles annoncées après le 23 mars ne sont pas comprises dans le présent scénario — les mesures annoncées mais non chiffrées du projet de loi C-13, en particulier.

Le tableau 3-1 ci-dessous montre les résultats financiers pour les principaux groupes d'indicateurs. L'annexe B présente le scénario financier en détail. L'annexe C propose une comparaison des résultats du scénario financier à ceux de la projection de novembre 2019.

En résultat au scénario économique, le déficit budgétaire atteindrait 26,7 milliards de dollars en 2019-2020, puis 112,7 milliards de dollars en 2020-2021. Par rapport à la taille de l'économie canadienne, il atteindrait 1,2 % du PIB en 2019-2020 et 5,2 % du PIB en 2020-2021. Pour remettre en perspective ce déficit budgétaire, rappelons que la dernière fois qu'il a atteint environ 5,2 % du PIB, c'était en 1993-1994. En 2019-2020, le déficit sera supérieur de 5,5 milliards de dollars à la projection présentée en novembre 2019, et en 2020-2021, il sera supérieur de 89,5 milliards de dollars.

L'augmentation du déficit budgétaire et la diminution du PIB nominal ramèneraient le ratio de la dette fédérale au PIB à 38,1 % en 2020-2021, soit 7,5 points de pourcentage de plus que notre projection de novembre.

Par ailleurs, les revenus budgétaires diminueraient de 39,9 milliards de dollars en 2020-2021 par rapport à ce qui était prévu en novembre 2019. La diminution du revenu nominal des ménages et des bénéficiaires des sociétés (avant impôt) ferait diminuer à son tour les recettes provenant de l'impôt sur le revenu, qui compteront pour 25,9 milliards de dollars de la diminution par rapport à notre projection présentée en novembre 2019. Les recettes tirées de la taxe sur les produits et services seraient aussi touchées, en baisse de

9,4 milliards de dollars en 2020-2021 par rapport aux perspectives de novembre.

De leur côté, les dépenses de programme augmenteraient de 52,4 milliards de dollars en 2020-2021, toujours par rapport à novembre. Cette augmentation découle de l'accroissement des dépenses consacrées aux prestations d'assurance-emploi en raison de la hausse du chômage, ainsi que des mesures d'aide fédérales récemment annoncées.

En outre, compte tenu de la réduction des taux d'intérêt, l'évaluation des pensions des employés fédéraux et d'autres avantages futurs contribuerait de manière importante à l'augmentation des dépenses de programme en 2020-2021, augmentant les dépenses liées au personnel de 7,2 milliards de dollars¹³.

Les frais de la dette publique seraient de 2,9 milliards de dollars inférieurs en 2020-2021. Cette situation montre les effets opposés de la baisse des taux d'intérêt et de l'augmentation de la dette accumulée.

Tableau 3-1 Scénario financier : indicateurs clés

G\$	2018-2019	2019-2020	2020-2021
Total des revenus budgétaires			
Scénario 27 mars	332,2	339,8	310,2
PEF novembre 2019	332,2	340,4	350,1
		-0,6	-39,9
Total des charges de programmes			
Scénario 27 mars	322,9	342,8	401,4
PEF novembre 2019	322,9	337,7	349,0
		5,1	52,4
Frais de la dette publique			
Scénario 27 mars	23,3	23,7	21,6
PEF novembre 2019	23,3	23,8	24,4
		-0,1	-2,9
Solde budgétaire			
Scénario 27 mars	-14,0	-26,7	-112,7
PEF novembre 2019	-14,0	-21,1	-23,3
		-5,5	-89,5
Dette fédérale au PIB (%)			
Scénario 27 mars	30,8	30,9	38,1
PEF novembre 2019	30,8	30,7	30,6
		0,2	7,5

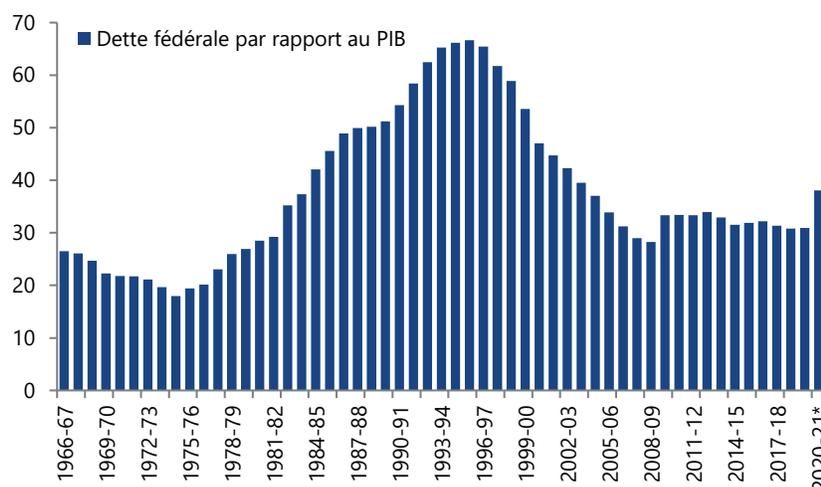
Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

La figure 3-1 remet l'augmentation de 38,1 % du ratio de la dette fédérale au PIB en 2020-2021 dans une perspective historique. La dernière fois que ce ratio a atteint plus de 38,1 %, c'était en 2003-2004. Il demeure toutefois bien en deçà du sommet de 66,6 % atteint en 1995-1996 (depuis 1966-1967).

Figure 3-1 Ratio de la dette fédérale au PIB

En pourcentage du PIB



Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : Les valeurs de la dette fédérale au PIB en 2019-2020 et en 2020-2021 sont basées sur le scénario du 27 mars.

Même si des mesures supplémentaires seront probablement nécessaires pour soutenir l'économie dans les prochains mois, notons que le gouvernement affichait un bilan sain avant ces chocs.

Cependant, même après l'ajout de mesures de soutien supplémentaires, de nouvelles *mesures de relance* budgétaires seront probablement nécessaires pour que l'économie redémarre, surtout si le comportement des consommateurs et des entreprises ne revient pas à la « normale » rapidement.

Étant donné que les taux offerts sur le marché du crédit sont historiquement bas et compte tenu de l'expérience du passé, tout laisse croire que le gouvernement pourrait contracter d'autres emprunts importants s'il le fallait.

Par exemple, les mesures prises pendant les pires années de la Deuxième Guerre mondiale ont entraîné d'énormes déficits (en moyenne, 21 % du PNB par année de 1942 à 1945), qui n'étaient pas de nature permanente. En effet, peu de temps après la Deuxième Guerre mondiale, le gouvernement fédéral a enregistré le plus important excédent budgétaire jamais enregistré en pourcentage de l'économie (5 % du PNB en 1947)¹⁴.

Annexe A: Scénario économique détaillé

% sauf indication au contraire	19T4	20T1	20T2	20T3	20T4	2020
Croissance du PIB réel						
Scénario 27 mars	0,3	-2,5	-25,0	0,0	5,0	-5,1
PEF novembre 2019	0,3	1,8	1,5	1,4	1,2	1,4
Inflation du PIB						
Scénario 27 mars	4,1	0,0	-10,0	0,0	1,0	-0,9
PEF novembre 2019	4,1	1,5	1,6	1,9	2,0	2,1
Croissance du PIB nominal						
Scénario 27 mars	4,5	-2,6	-32,5	0,0	6,0	-5,9
PEF novembre 2019	4,5	3,3	3,1	3,3	3,2	3,5
PIB nominal (G\$)						
Scénario 27 mars	2 338	2 323	2 105	2 105	2 135	2 167
PEF novembre 2019	2 338	2 357	2 375	2 394	2 413	2 385
Taux des bons du Trésor à 3 mois						
Scénario 27 mars	1,7	1,2	0,3	0,3	0,2	0,5
PEF novembre 2019	1,7	1,7	1,7	1,9	2,2	1,9
Taux des obligations du gouvernement à 10 ans						
Scénario 27 mars	1,5	1,1	0,9	0,9	0,9	0,9
PEF novembre 2019	1,5	1,7	1,8	2,0	2,4	2,0
Taux de change (cents US / \$ CAN)						
Scénario 27 mars	75,8	75,7	70,0	68,1	67,4	70,3
PEF novembre 2019	75,8	75,8	75,6	75,5	75,8	75,7
Taux de chômage						
Scénario 27 mars	5,7	7,2	14,8	15,0	12,7	12,4
PEF novembre 2019	5,7	5,7	5,9	6,0	6,1	5,9
Inflation de l'IPC (année / année)						
Scénario 27 mars	2,1	2,1	0,6	0,5	0,4	0,9
PEF novembre 2019	2,1	2,1	1,7	1,8	1,9	1,9
Prix du pétrole WTI (\$ US)						
Scénario 27 mars	57	45	26	28	31	32
PEF novembre 2019	57	55	54	55	55	55
Prix du pétrole WCS (\$ US)						
Scénario 27 mars	38	28	13	15	15	18
PEF novembre 2019	38	37	37	37	38	37

Sources : Statistique Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : Les valeurs présentées dans les Perspectives économiques et financières de novembre 2019 ont été ajustées pour tenir compte des révisions historiques et des données actuelles en 2019.

Annexe B: Scénario financier détaillé

G\$	2018-2019	2019-2020	2020-2021
Impôts sur le revenu des particuliers	163,9	170,8	159,1
Impôts sur le revenu des sociétés	50,4	48,2	41,1
Impôts sur le revenu des non-résidents	9,4	9,0	8,1
Taxes et droits d'accise	57,2	57,3	47,2
Produits de la redevance sur les combustibles	0,0	2,8	4,9
Revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi	22,3	22,7	23,0
Autres revenus	29,1	29,0	26,8
Total des revenus budgétaires revenus	332,2	339,8	310,2
Prestations aux aînés	53,4	56,1	58,9
Prestations d'assurance-emploi	18,9	20,8	45,2
Prestations pour enfants	23,9	24,1	26,6
Principaux transferts aux autres administrations	75,9	78,9	80,4
Retour des produits de la redevance sur les combustibles	0,7	3,4	5,3
Autres paiements de transfert	51,8	53,9	72,5
Charges de fonctionnement et d'immobilisations	98,4	105,7	112,5
Total des charges de programmes	322,9	342,8	401,4
Frais de la dette publique	23,2	23,7	21,6
Solde budgétaire	-14,0	-26,7	-112,7
Dette fédérale	685,4	712,4	825,1
% du PIB			
Revenus budgétaires	14,9	14,8	14,3
Charges de programmes	14,5	14,9	18,5
Frais de la dette	1,0	1,0	1,0
Solde budgétaire	-0,6	-1,2	-5,2
Dette fédérale	30,8	30,9	38,1

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Annexe C: Comparaison des perspectives de novembre 2019

G\$	2019-2020	2020-2021
Impôts sur le revenu des particuliers	0,9	-17,9
Impôts sur le revenu des sociétés	-1,1	-7,8
Impôts sur le revenu des non-résidents	0,4	-0,2
Taxes et droits d'accise	-0,6	-11,3
Produits de la redevance sur les combustibles	-0,1	-0,4
Revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi	0,0	0,2
Autres revenus	-0,1	-2,5
Total des revenus budgétaires revenues	-0,6	-39,9
Prestations aux aînés	0,0	-1,0
Prestations d'assurance-emploi	1,2	23,7
Prestations pour enfants	-0,1	1,7
Principaux transferts aux autres administrations	0,2	0,6
Retour des produits de la redevance sur les combustibles	-0,2	-0,5
Autres paiements de transfert	-0,1	17,4
Charges de fonctionnement et d'immobilisations	4,1	10,5
Total des charges de programmes	5,1	52,4
Frais de la dette publique	-0,1	-2,9
Solde budgétaire	-5,5	-89,5
Dette fédérale	5,5	95,0
% du PIB		
Revenus budgétaires	0,0	-0,4
Charges de programmes	0,2	3,9
Frais de la dette	0,0	0,0
Solde budgétaire	-0,2	-4,2
Dette fédérale	0,2	7,5

Source : Directeur parlementaire du budget.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Notes

1. Pour une description des mesures de santé publique en vigueur actuellement, veuillez consulter la page *Mesures communautaires de santé publique pour atténuer la propagation des maladies à coronavirus (COVID-19) au Canada* de l'Agence de la santé publique du Canada, à l'adresse suivante : <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/services/maladies/2019-nouveau-coronavirus/professionnels-sante/mesures-sante-publique-utilisees-reduire-covid-19.html> (consultée le 23 mars 2020), ainsi que la page *Ressources pour les entreprises canadiennes* du gouvernement, à l'adresse suivante : <https://www.canada.ca/fr/services/entreprises/maintenirfairecroitreameliorerentreprise/ressourcespourlesentreprisescanadiennes.html> (consultée le 23 mars 2020).
2. L'Energy Information Administration a souligné que, le 9 mars, les cours des contrats à terme de première échéance sur le pétrole brut West Texas Intermediate et Brent ont connu la deuxième chute en importance de leur histoire en une journée (de 24 et 25 % respectivement).
3. Pour de plus amples détails, voir les perspectives publiées le 11 mars par l'EIA, intitulées *Short-term Energy Outlook*, à l'adresse suivante : <https://www.eia.gov/outlooks/steo/marketreview/crude.php> [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT]. Par ailleurs, les membres et les partenaires de l'OPEP n'ont pas réussi à s'entendre sur le plafonnement de leur production de pétrole aux réunions organisées les 5 et 6 mars.
4. L'une des principales différences observées entre la crise financière mondiale et le scénario actuel est que le secteur pétrolier et gazier occupe désormais une place beaucoup moins importante dans l'économie canadienne. En effet, l'extraction de pétrole et de gaz représentait 7,6 % du PIB en 2008, comparé à 2,2 % en 2016.
5. Si l'on se fie aux annonces des gouvernements provinciaux, 8,3 milliards de dollars seront dépensés en mesures de soutien pendant l'exercice 2020-2021.
6. Cela pourrait inclure une version « illimitée » des mesures d'assouplissement quantitatif et d'autres mesures stratégiques comme celles annoncées le 23 mars par la Réserve fédérale américaine pour favoriser l'accès au crédit pour les ménages et les entreprises. À l'adresse suivante : <https://www.federalreserve.gov/newsevents/pressreleases/monetary20200323b.htm> [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].
7. À l'adresse suivante : https://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/Documents/Reports/RP-1920-022-S/RP-1920-022-S_fr.pdf.
8. Le niveau du PIB réel présenté dans les perspectives de novembre 2019 a été ajusté pour y intégrer les données historiques jusqu'au quatrième trimestre de 2019 inclusivement. De plus, la croissance du PIB réel au premier trimestre n'a pas été ajustée pour tenir compte des répercussions des perturbations du transport ferroviaire et des mesures de grève prises par les

enseignants de l'Ontario en février. Ainsi, une portion relativement petite des répercussions sur le PIB réel présentées dans le scénario du DPB englobe ces événements.

Le DPB a effectué le calcul des répercussions sur le PIB réel en recourant à un scénario contrefactuel dans lequel le PIB réel trimestriel aurait augmenté de 1,8 % entre le quatrième trimestre de 2008 et le troisième trimestre de 2009, soit un peu moins que la croissance moyenne de 1,9 % observée entre le premier trimestre de 2007 et le troisième trimestre de 2008, juste avant la contraction du quatrième trimestre de 2008.

9. Voir note 8.
10. Ceci est basé sur l'hypothèse que le taux d'activité reste inchangé jusqu'à décembre 2020 par rapport à son niveau de février 2020.
11. Voir : <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/services/maladies/2019-nouveau-coronavirus/reponse-canada/gouvernement-canada-prend-mesures-concernant-covid-19.html> (consultée le 23 mars 2020) et <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/nouvelles/2020/03/plan-dintervention-economique-du-canada-pour-repondre-a-la-covid-19.html> (consultée le 23 mars 2020).
12. Dans ce rapport, nous supposons que les soutiens de crédit fédéraux et les reports d'impôt n'ont aucun impact budgétaire.
13. Le gouvernement invite actuellement les Canadiens à lui faire connaître leur avis sur la modification de la manière de déclarer les gains et les pertes actuariels dans ses résultats financiers, et notamment sur le bien-fondé de l'intégration du concept de la mesure du solde de fonctionnement dans le cadre fédéral des rapports financiers (voir : <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/programmes/consultations/2020/changements-propose-declaration-gains-pertes.html>). Le DPB présentera ses observations à Finances Canada et les publiera dans un rapport à paraître.
14. Pour une brève analyse de la marge de manœuvre du gouvernement fédéral dans le contexte actuel de la pandémie et du choc des cours du pétrole, voir le blogue du DPB publié en mars 2020 à l'adresse suivante : <https://www.pbo-dpb.gc.ca/fr/blog/news/pbo-estimate-federal-fiscal-room-in-fiscal-sustainability-report-2020--pbo-estimate-federal-fiscal-room-in-fiscal-sustainability-report-2020>.